

L'Indochine française au 21^{ème} siècle

1. Introduction

Le titre est volontairement provocateur. L'Indochine française n'existe plus depuis 1954. Malgré une nostalgie que l'on retrouve dans la littérature (*L'Amant* de Marguerite Duras) ou le cinéma (*Indochine* de Régis Wargnier), les Français ont à peu près complètement oublié ce qui fut la « **perle de l'Empire** ». A vrai dire, le fait de communier tous les 7 mai à la mémoire de Diên Biên Phu, de comprendre aujourd'hui encore la blessure immense qu'elle fut (peut-être la défaite la plus douloureuse de son histoire pour la France, entre fin de sa présence impériale mondiale et début d'un calvaire sans nom pour les prisonniers français), est un marqueur d'une micro-société – fort bien représentée toutefois à Coëtquidan.

2. Le passé

Tout le monde sait que l'Indochine (au sens étroit que nous lui avons donné) a été française jusqu'en 1954 : techniquement, seule la **Cochinchine** était une colonie (à partir de 1862) – le **Cambodge** (1863), l'**Annam** (1883), le **Tonkin** (1883) et le **Laos** (1893) étant des protectorats préservant, pour la forme, les monarchies et autres autorités indigènes (système similaire à l'« *indirect rule* » britannique).

On sait beaucoup moins que la France eut des territoires en Chine : **Quang-Tchéou-Wan**, cédé à bail pour 99 ans en 1898, et toute une zone d'influence dans l'extrême sud du pays, au nord de l'Indochine. Il y eut des projets à Paris d'en faire l'équivalent français de Hong Kong pour les Britanniques ou Macao pour les Portugais. Le projet périclita ; le territoire fut rétrocédé en 1945 ; il n'en reste rien aujourd'hui, pas même la mémoire. Mais il a existé.



L'Indochine française (source : Wikipédia)

3. L'avenir

À la présence française a succédé la guerre avec les États-Unis au Vietnam et le **génocide khmer rouge** au Cambodge, l'un des épisodes les plus atroces d'un 20^{ème} siècle qui ne fut pourtant pas avare en atrocités. Aujourd'hui, Laos et Vietnam sont toujours des États communistes à parti unique, même si (comme la Chine) le Vietnam est également entré de plain-pied dans la « modernité capitaliste » et se développe à grande vitesse. Le Cambodge est redevenu une monarchie constitutionnelle mais reste (comme le Laos) très pauvre.

La question qui se pose est, les territoires de ce qui fut notre Indochine peuvent-ils redevenir des **relais de la puissance française** en Asie ?

À ceux qui rêvent de « plus grande France » depuis leur canapé, on rappellera les réalités : moins de **1% de la population** y **parle français** aujourd'hui, et si le sentiment anti-français a très largement disparu, c'est parce que la présence française a fait de même. Rien de commun entre l'ancienne Indochine et la « Françafrique ». Se bercer d'illusions n'est jamais de bonne politique.

En revanche, les liens avec la France n'ont jamais disparu. L'architecture rappelle en permanence le passé. Les liens d'amitié – et **l'amitié est un atout géostratégique majeur**, très peu compris – demeurent très forts, comme en témoigne le travail de certaines ONG. La diaspora vietnamienne et cambodgienne de France est nombreuse et immensément bien intégrée (trop peut-être, au sens où la pratique des langues d'origine, qui serait si utile, se perd). Grâce aux lycées français et aux filières francophones ou bilingues à l'école ou à l'université, certaines élites vietnamiennes perpétuent un usage du français qui est un avantage important pour notre pays.

Il me paraît tout à fait évident que reprendre pied en Indochine – à tout point de vue : diplomatique, économique, culturel, universitaire, militaire, etc. – devrait être une **priorité stratégique française de premier ordre**. Ceux qui ont lu Hélié de Saint Marc (*Les Champs de braise*, *Les Sentinelles du soir*), ou se souviennent de la « une » de *Libération* du 18 avril 1975 comme d'une tâche qui n'a jamais été lavée sur l'honneur de la France, y verront un **devoir moral**. C'est surtout le seul endroit d'Asie où la chose soit possible, avec de l'ambition et de l'intelligence (et des moyens). La France ne peut pas se permettre d'être partout, mais une présence à Djibouti, une présence à Madagascar (et environs), une présence au Vietnam-Cambodge et une présence dans le Pacifique, via ses territoires souverains, serait réaliste et « quadrillerait » aussi bien que possible la zone indopacifique.



Libération, le 18 avril 1975, parlant de l'entrée des Khmers rouges dans Phnom Penh

4. Une présence militaire ?

La question d'une présence militaire se pose alors. La possibilité d'une **nouvelle base française** en Indopacifique n'est certes pas à l'ordre du jour ; interrogé à ce sujet en septembre 2020, le CEMA a considéré impossible d'ouvrir une base sans en fermer une autre, ce qui n'est pas envisagé. Mais nombreux sont ceux qui pensent que c'est une nécessité si la France veut continuer à être prise au sérieux dans la région.

Il est intéressant de constater qu'Elie Tenenbaum, dans son (excellent) récent rapport de l'IFRI, soutient l'idée afin de « s'adapter à la géopolitique du 21^{ème} siècle » mais suggère plutôt comme implantations possibles Singapour, la Malaisie ou Brunei (pp. 148-149). Cela me semble révélateur d'une incompréhension – très commune – du **contexte humain**. Comment imaginer, par exemple, une présence française permanente dans un pays comme la Malaisie, où les officiers se retrouveraient en *terra incognita* à la sortie de la base ? Pour être tenable à long terme, une telle présence doit s'intégrer dans un environnement humain propice et, en retour, contribuer à le façonner utilement. Ça n'est pas possible aux Emirats arabes unis et ne le serait pas plus en Malaisie ou à Brunei (à peine davantage à Singapour, qui est une ville-monde hypermoderne mais sans la moindre histoire française, et qui de toute manière n'a aucune raison d'être intéressée par notre présence). C'est en revanche possible à Djibouti et le serait également au Vietnam (certes, le pays est pour l'heure hostile à toute présence militaire étrangère sur son sol : mais *une politique, ça [se] change*).

Ressusciter, 400 ans après le jésuite Alexandre de Rhodes (qui inventa le Quoc Ngu, système de transcription phonétique de la langue vietnamienne sur la base d'un alphabet latin augmenté de signes diacritiques), **l'immense histoire d'amour** qui a existé entre la France et l'Indochine, et s'en servir comme support de la présence française dans l'Indopacifique dans un contexte d'endiguement de son ennemi historique, la Chine : voilà un programme, certes ambitieux, mais passionnant.

Quelques liens : <https://thedi diplomat.com/2018/04/expanding-the-france-vietnam-relationship/>
https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/tenenbaum_avenir_strategie_2020.pdf
<http://www.senat.fr/rap/r97-001/r97-001.html>

EJMD/29.11.2020